

Violences policières : rencontre avec deux femmes qui luttent¹

Dans la lutte contre les violences policières, de nombreuses femmes occupent désormais le devant de la scène. Mères, sœurs, amies, citoyennes, se mobilisent pour que ces violences soient reconnues par les autorités et que justice soit faite. Pour la plupart, l'objectif n'est pas tant de s'emparer de la parole mais plutôt de libérer celle des victimes, dont une écrasante majorité est composée d'hommes non-blancs et dont la parole est confisquée par le racisme structurel².

Latifa Elmcabeni, fondatrice du *collectif des madré*

COMMENT EST NÉ LE COLLECTIF DES MADRÉ ?

Le *collectif des madré* a été créé en 2018. Cette année-là, il y a eu des émeutes après un match de foot du Maroc. Charles Picqué³ parlait beaucoup de répression. On avait fait appel à une journaliste du *Soir* pour dire qu'il ne fonctionnait que dans la répression, qu'il y avait des violences policières et qu'il devait être à l'écoute. Quand l'article est sorti dans *Le Soir*, il était écrit en grand « *Les mères des délinquants* ». Un enfant ne naît pas délinquant. Ce sont des facteurs de la société qui font qu'il le devient, par exemple le décrochage scolaire et le placement dans l'enseignement spécialisé alors qu'il n'y a pas sa place. Quand j'ai lu « *les mères des délinquants* », ça ne m'a pas du tout plu. On a commencé à réfléchir et j'ai proposé de créer le collectif. On l'a appelé *collectif des madré* parce que quand les jeunes parlent de leur maman, ils ne disent pas « *ma mère* », mais « *ma madré* ». C'est pour ça que j'ai pris ce terme qui nous relie, nous les mamans, à nos enfants. Pour moi le lien est très fort.

QUEL EST VOTRE CONSTAT PAR RAPPORT AUX VIOLENCES POLICIÈRES ?

Il y a quatre sortes de violences policières : verbales, physiques, psychologiques et sexuelles. J'ai remarqué que ce sont souvent les garçons qui subissent les violences, et plus particulièrement les mineurs. C'est dangereux parce que c'est l'âge le plus fragile, où on recherche son identité, où on essaye de créer son estime de soi. Parler des violences policières est très compliqué. C'est un sujet assez tabou qui te fait mal intérieurement parce qu'on t'a blessé, on t'a humilié. En tant que mineur c'est encore plus difficile. Je me mobilise à fond pour que les choses bougent, parce qu'un jeune qui bascule, c'est toute sa vie qui bascule. Il peut vite tomber dans la délinquance à cause de la haine et de la colère.

Ce sont souvent les personnes des quartiers populaires qui regroupent des citoyen·ne·s issu·e·s de l'immigration maghrébine ou africaine dans des situations de précarité qui sont victimes de violences. C'est toujours la même population qui subit. Mais c'est difficile d'avoir des chiffres. Lors de ma première interpellation, le 1^{er} mars 2018, j'ai été vraiment mal accueillie par le Bourgmestre qui disait « *pas de témoignages, pas d'abus* ». J'ai donc été frapper à toutes les portes pour voir comment les institutions, telles que le Délégué général aux droits de l'enfant, la Ligue des droits humains, UNIA, le MRAX, pouvaient nous aider. On travaille aussi avec Bruxelles Laïque, Stop répression, Justice pour Mouad. On essaye de faire le maximum pour que chacun·e sensibilise son quartier. Je sens que les

1 Une version longue de ces interviews est disponible dans la version digitale de *La Chronique*.

2 À ce propos, lire notamment <https://www.revue-ballast.fr/angela-davis-et-assa-traore-regards-croises>.

3 Bourgmestre de la commune de Saint-Gilles.

choses vont commencer à changer parce que la parole se libère de plus en plus. Et libérer la parole, c'était le plus compliqué dans notre combat. Pour que les gens témoignent, il faut construire une confiance. C'est tout un travail de réflexion. C'est dans cette optique qu'on a lancé un appel à témoignages avec Blédarte⁴.

QUELLES SONT VOS REVENDICATIONS ?

Tout d'abord, une évaluation externe de la brigade UNEUS⁵. Deuxièmement, de revoir les formations initiales et continues de la police. Troisièmement, un contrôle démocratique afin de lutter contre l'impunité, par exemple à travers le récépissé (attestation nominative à délivrer lors d'un contrôle d'identité). Enfin, mon quatrième point est la réinsertion des jeunes, après l'IPPJ (institutions publiques de protection de la jeunesse) ou la prison. Ainsi que la prévention anti-décrochage scolaire et anti-enseignement spécialisé. Parce que le décrochage, c'est ce qui fait que tu te retrouves dans la rue. Tu es dans une bulle, tu as l'impression que personne ne te comprend et tu t'accroches à une délinquance pour montrer que tu existes. Même si t'as une bonne éducation.

Aujourd'hui, on essaie de nous diviser et ce n'est pas juste. Parfois, je ne sens pas ma place dans la société. Je suis stigmatisée. On me colle vite une étiquette sans vraiment me connaître, on me dit que je suis « *mère de délinquant* », que nos enfants ne sont pas éduqués. Mais c'est la société qui a rendu nos enfants comme ça. Lors de la première interpellation au Bourgmaster, j'en avais les larmes aux yeux. On nous a humiliées, il nous a traitées comme des moins que rien. Cela m'a énormément blessée.

LUTTER ENTRE FEMMES, C'EST IMPORTANT POUR VOUS ?

Ce sont les hommes qui subissent les discriminations et les violences. Ils ressentent de la colère et de la haine et ont donc plus de difficultés à libérer leur parole. Ils ne croient plus en la justice. Mais ils sont là, ils sont derrière nous.

Au temps des colonisations, les femmes étaient très militantes, anti-capitalistes, anti-colonialistes. Elles se sont toujours battues pour leur famille et ont fondé beaucoup d'organisations autonomes pour défendre les droits des femmes dans les années 50-60. On est toutes militantes quelque part, chacune à sa façon. Certaines sur des projets concrets, à travers leur rôle de pilier de la famille, en étant à l'écoute. D'autres organisent des débats, des festivals. Tout ça se complète. Grâce à toutes ces personnes, on ne forme qu'un même combat.

Yasmina Tobbeche, *Quarantine Watch*

QUELS SONT LES OBJECTIFS DE QUARANTINE WATCH ?

Quarantine Watch est une page Facebook lancée au tout début du confinement à la suite de la communication autour des mesures urgentes liées au Covid-19. Face à ces mesures, j'ai imaginé un relais d'informations, mais aussi d'actions afin de participer, même modestement, à un effort collectif de vitalité démocratique en ligne.

Le premier objectif est d'informer sur les risques qui pèsent sur nos droits et libertés. C'est aussi de croiser les informations en évitant un biais majeur : diffuser des nouvelles alarmistes chaque jour, en tordant un peu le réel, en l'aggravant. Cela engendre une défiance généralisée et finalement, cela démobilise. L'idée est de porter un idéal démocratique

⁴ Un collectif bruxellois bilingue, féministe et décolonial. Tous les dimanches depuis le 17 mai, des témoignages sont diffusés sur la page Instagram du collectif Blédarte www.instagram.com/bledarte_collective.

⁵ Police de proximité mise en place depuis 2012 par la commune de Saint-Gilles pour assurer prévention et sécurité dans la zone de Midi. Des jeunes du quartier, notamment du square Jacques Franck, ont dénoncé plusieurs cas de violences et d'humiliations dans le chef de ces policiers, compilés dans un rapport du Délégué général aux droits de l'enfant sorti en octobre 2018. La commune réfute la plupart des faits. Voir notamment : www.alterechos.be/uneus-cow-boys-de-proximite.

dans le message, de structurer la colère parce qu'elle est très légitime, tout en proposant un discours intransigeant pour ne pas alimenter du confusionnisme qui ne profite qu'aux manifestes fascistes. Et puis surtout, de montrer que malgré le confinement, il y a des résistances qui ont lieu. Croiser les intervenant·e·s et visibiliser le travail important mené par les associations, les collectifs, le personnel soignant, etc. La page sert aussi à partager des informations relatives à la solidarité internationale. Cette crise se vit globalement

LE CONFINEMENT A-T-IL ENGENDRÉ PLUS DE VIOLENCES POLICIÈRES, OU DES NOUVELLES FORMES DE VIOLENCES ?

Je ne dirais pas que les violences policières sont arrivées avec la crise sanitaire. Il y a un continuum. Évidemment, cela touche de manière systémique les populations les plus vulnérables qui étaient déjà les plus exposées avant le début de la crise, de la même manière que la crise sanitaire : les travailleurs précaires, les personnes âgées, malades, en situation de handicap, qui sont carrément sacrifiées. On parle quand même de vies humaines. Les grand·e·s absent·e·s dans les discours politiques (mais pas dans la solidarité), ce sont les travailleurs et travailleuses du sexe et qui sont aussi très impacté·e·s par les violences policières. Le nombre d'appels d'urgence concernant les violences machistes a augmenté et on vit une crise de l'hébergement. Pour les violences policières, le contexte a encouragé les abus. Des discours invitaient à la dénonciation du voisinage. Beaucoup d'interventions abusives ont été rapportées à *Quarantine Watch*, comportant souvent une dimension raciste. Il ne faut pas oublier que l'issue de ces interventions, c'est la mort d'Adil à Anderlecht dans une course poursuite. Suite à de tels événements, la page ne pouvait pas se limiter à un relais d'informations. Il y a un élan de solidarité animé par un désir de justice qui est né. J'ai rédigé l'appel des événements « Justice pour Adil ». Là encore, la politique répressive s'est exprimée en sanctionnant des citoyen·ne·s qui affichaient des messages de soutien à leur fenêtre.

DANS UN ARTICLE DU SOIR, VOUS VOUS PRÉSENTEZ COMME UNE MILITANTE FÉMINISTE ET ANTIRACISTE. C'EST IMPORTANT POUR VOUS D'ADOPTER CETTE POSTURE ?

Je ne me suis pas présentée ainsi, le journaliste a dû chercher et trouver l'une ou l'autre pétition. Ceci dit, j'aurais préféré anti-fasciste à anti-raciste, mais c'est bien aussi ! Tant qu'à insister sur quelque chose, vu le contexte politique dans lequel on se trouve, notamment en Europe où on voit arriver la montée des nationalismes un peu partout, je pense que réaffirmer l'antifascisme n'est pas du luxe. Il faut vraiment considérer les violences policières de manière plus générale et pas comme le seul fait de quelques policiers abusifs. Dans la même logique, il y a de nombreux témoignages qui pointent de vrais manquements dans la prise en charge de femmes victimes de violences machistes. Là non plus, la police ne joue pas son rôle de service à la population. Mais comment le pourrait-elle dans un tel contexte patriarcal ? Et comment, dans un système avec autant de racisme systémique, la police pourrait-elle ne pas mettre en œuvre ce racisme ? C'est très compliqué. Maintenant, il faut pouvoir considérer le contexte tout en ne se réfugiant pas derrière cette considération pour justifier l'immobilisme, le « foutu pour foutu ». Ca demande beaucoup d'abnégation et de travail.

Je déplore que dans le débat actuel autour de la crise sanitaire, on parle si peu ou si mal de l'école, qui est pourtant incontournable à la vitalité démocratique. C'est plus que fondamental comme angle d'attaque. L'institution scolaire est terriblement reproductrice d'inégalités et de violences racistes. À nouveau, ce constat ne doit pas empêcher d'y travailler. J'invite chacun·e à réfléchir aux violences institutionnelles en milieu scolaire. On a beaucoup parlé de continuité pédagogique mais très peu d'idéal démocratique transmis aux élèves et c'est assez préoccupant. Si on ne considère pas les violences institutionnelles en milieu scolaire, ça n'a aucun sens de lutter contre les violences policières, ça ne fonctionnera pas. Parce que c'est à l'école que les jeunes, et en particulier les jeunes racialisés, subissent les premières violences.